

Banques multilatérales de développement et institutions
de financement du développement

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES DE CRÉDIT

**PRÊTS AU SECTEUR
PRIVÉ ET AUX
EMPRUNTEURS
INFRA-ÉTATIQUES
2001-2019**

Banques multilatérales de développement et institutions
de financement du développement

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES DE CRÉDIT

**PRÊTS AU SECTEUR
PRIVÉ ET AUX
EMPRUNTEURS
INFRA-ÉTATIQUES
2001-2019**

Statistiques des défaillances de crédit : Prêts au secteur privé et aux emprunteurs infra-étatiques 2001-2019

© Banque européenne d'investissement, 2021.
Tous droits réservés.

Toutes les questions relatives aux droits et aux autorisations doivent être transmises à l'adresse suivante : publications@eib.org

Pour plus d'informations sur les activités de la BEI, veuillez consulter son site web, à l'adresse www.eib.org. Vous pouvez également écrire à l'adresse : info@eib.org. Abonnez-vous à notre bulletin électronique à l'adresse www.eib.org/sign-up

Clause de non-responsabilité

Ni le consortium GEMs ni aucun de ses membres ne certifient ni ne garantissent l'exactitude, la fiabilité ou l'exhaustivité du contenu du présent ouvrage, des conclusions ou des jugements qui y sont décrits. Ils déclinent en outre toute responsabilité envers tout destinataire ou toute autre partie en rapport avec ce contenu, ces conclusions ou ces jugements, ou en résultant de quelque manière que ce soit, ou à l'égard d'éventuelles omissions ou erreurs (y compris, sans s'y limiter, les erreurs typographiques et les erreurs techniques) qui s'y trouvent ou du crédit qui leur est accordé. Les constatations, interprétations et conclusions formulées dans le présent ouvrage ne reflètent pas nécessairement et ne doivent pas être considérées comme les points de vue du consortium GEMs, ni de l'un quelconque de ses membres ou de leurs mandants respectifs.

Le contenu de cet ouvrage est destiné uniquement à des fins d'information générale. Le présent ouvrage et son contenu ne constituent pas et ne doivent pas être interprétés comme une offre, une garantie, une opinion concernant l'opportunité d'un quelconque investissement, ni comme une sollicitation ou une invitation de quelque type que ce soit. Ils ne sont pas destinés à fournir et ne doivent pas être considérés comme fournissant des conseils en matière de finances, de comptabilité, de droit, de valeurs mobilières, de placements ou tout autre type de conseil. Les membres du consortium GEMs peuvent avoir effectué des investissements, fourni des conseils ou des services à certaines entreprises ou parties dont traite cet ouvrage (y compris celles qui y sont mentionnées) ou avoir un intérêt financier dans ces dernières ou une relation d'affaires avec elles. La représentation et l'emploi des frontières, noms géographiques et données connexes figurant sur les cartes et dans les listes, tableaux, documents et bases de données peuvent contenir des erreurs et n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part de l'un quelconque des membres du consortium GEMs ou de leurs mandants.

Vous trouverez de plus amples informations sur le consortium GEMs à l'adresse gemriskdatabase.org

Publication de la Banque européenne d'investissement

Imprimé sur du papier Maxioffset FSC® Mix.

La BEI utilise du papier certifié par le Forest Stewardship Council (FSC), parce qu'il est fabriqué par des personnes qui aiment les arbres. Le FSC soutient une gestion des forêts de la planète qui allie respect de l'environnement, utilité sociale et viabilité économique. Nous le savons tous : lire, c'est bon pour nous. C'est bon aussi pour la planète, mais pas sur n'importe quel papier.

Imprimé par : Imprimerie Centrale



À propos du consortium chargé de la base de données sur les risques des marchés émergents

Le consortium chargé de la base de données sur les risques des marchés émergents (GEMs – « Global Emerging Markets ») est composé de banques multilatérales de développement et d'institutions de financement du développement, dont la Banque européenne d'investissement (BEI), la Société financière internationale (IFC), la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Société néerlandaise pour le financement du développement (FMO), l'U.S. International Development Finance Corporation (DFC), la Banque de commerce et de développement de la mer Noire (BCDMN), la Banque islamique de développement (BID), l'Agence française de développement (AFD), la Banque internationale d'investissements (BII), la Société interaméricaine d'investissement (IDB Invest), GuarantCo, la Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB), la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII), le CDC Group (CDC), la Banque ouest-africaine de développement (BOAD), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'Agence multilatérale de garantie des investissements (AMGI), la Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG), la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et la Nouvelle Banque de développement (NDB).

La Banque européenne d'investissement, qui héberge et administre le consortium GEMs, publie ce rapport en son propre nom et au nom des dix autres membres qui ont communiqué des données, à savoir : BAsD, BOAD, CEB, BERD, GuarantCo, IDB Invest, IFC, BID, FMO et DFC.



SOMMAIRE

- 7 AVANT-PROPOS**
- 9 LA BASE DE DONNÉES GEMs EN UN COUP D'ŒIL**
- 10 FAITS MARQUANTS**
- 14 DES DONNÉES AUX STATISTIQUES**
- 15 MÉTHODOLOGIE**
- 16 COMPOSITION DE L'ENSEMBLE DE DONNÉES**
- 22 STATISTIQUES DU TAUX DE DÉFAILLANCE**
- 24 DONNÉES SUR LES INFRASTRUCTURES UTILISÉES
PAR LE CONSORTIUM GEMs**
- 29 GLOSSAIRE**

AVANT-PROPOS

Le consortium chargé de la base de données sur les risques des marchés émergents (GEMs) a été créé en 2009 en tant qu'initiative conjointe de la Banque européenne d'investissement (BEI) et de la Société financière internationale (IFC) pour mettre en commun leurs données sur les défaillances de crédit. Depuis, le consortium GEMs s'est élargi et compte désormais 25 membres, principalement des banques multilatérales de développement et des institutions de financement du développement, couvrant les marchés émergents et les économies en développement.

Il s'agit de la première publication du consortium sur les statistiques des défaillances concernant les prêts au secteur privé et aux emprunteurs infra-étatiques, fondée sur les données de 11 institutions membres. Nous sommes fiers de partager nos résultats qui s'appuient sur plus de dix ans de coopération fructueuse entre les membres du consortium.

Les données figurant dans le présent rapport couvrent la période de 2001 à 2019, sauf indication contraire. La base de données sur les risques GEMs a été constituée par le consortium pour améliorer la collaboration technique entre les institutions internationales. Ce rapport présente des observations sur les prêts accordés à des contreparties notées en deçà de la valeur d'investissement et explique le cadre méthodologique du consortium GEMs, ainsi que les diverses applications de ses statistiques.

La rédaction du rapport a demandé aux banques multilatérales de développement et aux institutions de financement du développement participantes un travail considérable de collaboration et d'harmonisation technique, qui constitue en soi l'une des réalisations majeures du consortium. Nous continuerons d'étoffer et d'affiner tant la méthodologie que les processus qui contribuent à la fiabilité et à l'utilité de nos statistiques. Notre objectif est de favoriser le déploiement des investissements là où ils sont les plus nécessaires.

Le consortium GEMs a le plaisir de mettre cette publication à disposition gratuitement. Nous invitons nos lecteurs à nous faire part de leurs commentaires pour nous aider à améliorer, avec la collaboration de nos parties prenantes, la pertinence et le contenu de nos futurs rapports.

LA BASE DE DONNÉES GEMs EN UN COUP D'ŒIL

Le consortium recueille des données anonymisées auprès des banques multilatérales de développement et des institutions de financement du développement concernant leurs encours productifs et non productifs. En retour, les institutions membres ont accès aux statistiques GEMs sur les taux de défaut par zone géographique, par secteur et par période.

La base de données GEMs repose sur le principe de la stricte confidentialité des données sous-jacentes. Le consortium a élaboré conjointement un processus de soumission et de collecte de données anonymisées qui protège la confidentialité. Les contreparties de GEMs étant cryptées, empêchant ainsi toute identification, les statistiques agrégées sur les risques de crédit sont anonymes.

Les statistiques produites par le consortium GEMs permettent à ses membres de calibrer et d'étalonner leurs modèles internes, d'évaluer les besoins en capitaux et de prendre des décisions d'investissement mieux informées. La compilation des statistiques sur les risques s'appuie sur un cadre méthodologique solide partagé par les membres du consortium.

Fruit de la mise en commun des données et de l'expertise de 25 institutions publiques de financement du développement, le projet GEMs constitue :

-
- **un ensemble de données harmonisé** reflétant plus de 30 ans d'expérience dans l'investissement sur les marchés émergents ;
 - **un cadre de collaboration entre les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement** visant à améliorer les pratiques de gestion des risques ;
 - **une plateforme sûre de collecte et de traitement de données** hébergeant un modèle évolutif qui peut être étendu à d'autres données au niveau du contrat sur les projets d'investissement ;
 - **une ressource statistique pour les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement membres** – les statistiques générées sur les taux de défaillance, les taux de recouvrement et les changements de notation permettent de prendre des décisions d'investissement mieux informées ;
 - **un système centralisé d'échange de données sur les risques contenant des informations au niveau du contrat** sur les prêts au secteur privé, les prêts aux emprunteurs souverains ou infra-étatiques et les prêts adossés à des garanties souveraines. C'est l'un des plus grands ensembles de données sur les marchés émergents et les économies en développement.
-

FAITS MARQUANTS

Les banques multilatérales de développement et les institutions financières internationales doivent débloquer des volumes d'investissements privés plus importants sur les marchés émergents pour lutter contre les changements climatiques et atteindre les 17 objectifs de développement durable des Nations unies. Une collaboration entre les institutions est nécessaire pour lever certains des obstacles qui entravent les investissements. Les principales priorités consistent à faciliter l'utilisation des ressources publiques pour atténuer les risques, à mettre en place un environnement juridique et contractuel propice et à renforcer la normalisation, la transparence et la disponibilité des données. La rareté des données de qualité et les exigences réglementaires plus strictes en matière de gestion des risques exigent des indicateurs fiables.

Les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement s'emploient à relever ces défis, par l'intermédiaire du consortium GEMs, en partageant, entre elles et avec les investisseurs, leur expérience et leur connaissance du marché. En travaillant ensemble, nous pouvons faire davantage, comme l'a souligné le Groupe de personnalités éminentes du G20 sur la gouvernance financière mondiale. Ce travail conjoint profite aussi aux investisseurs privés et autres parties prenantes qui sont confrontés au même manque persistant de données.

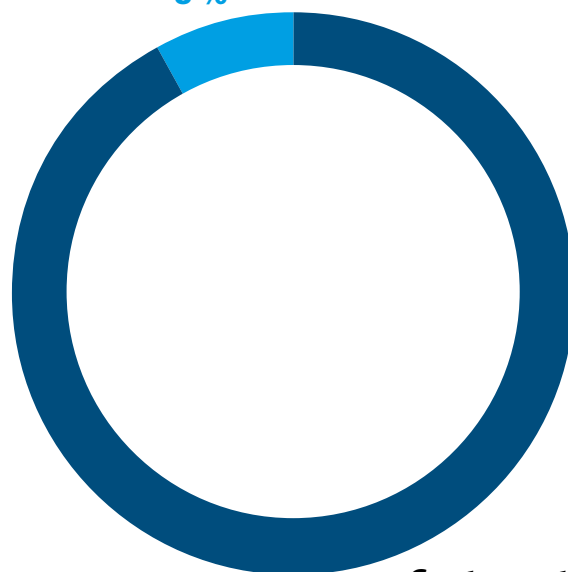
La rareté des données de qualité facilement accessibles, normalisées et transparentes concernant les projets d'investissement sur les marchés émergents entraîne une perception biaisée des risques et donc des décisions d'investissement non optimales. Les institutions n'ayant que peu ou pas d'expérience sur ces marchés doivent s'appuyer sur des hypothèses de risque. Du fait des exigences réglementaires, de nombreux investisseurs ne peuvent placer des fonds que dans des actifs présentant certains profils de risque.

En ancrant les perceptions du risque dans des données réelles, le consortium GEMs contribue à débloquer des capitaux pour combler ces déficits d'investissement. Pour les investisseurs actuels et

RÉPARTITION PAR TYPE DE CONTREPARTIES

**Contreparties
infra-étatiques**

8 %



**Contreparties
privées**
92 %

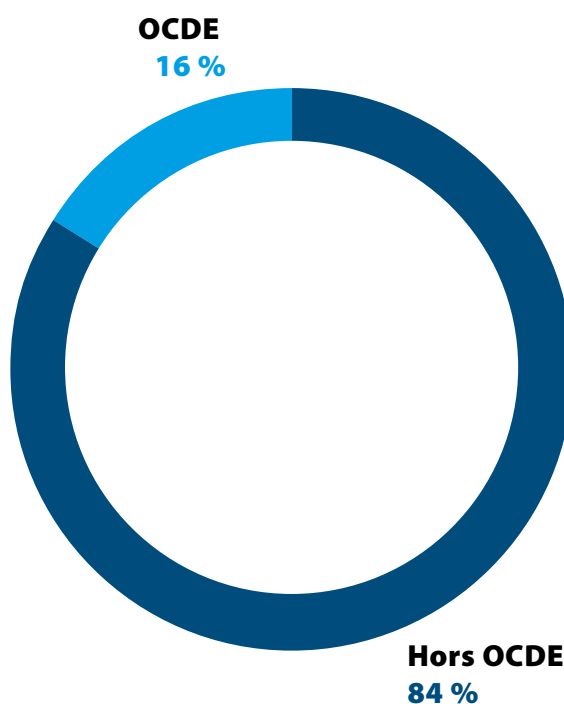
potentiels sur les marchés émergents, le projet GEMs est une source de données complémentaire sans équivalent, qui aide les investisseurs à affiner leur perception du risque et à prendre des décisions plus éclairées.

Le consortium GEMs produit des statistiques de haute qualité permettant aux organisations membres de calibrer et d'étalonner leurs modèles internes, de mieux estimer le provisionnement nécessaire et de définir avec plus de précision leurs exigences en matière de fonds propres. Ces statistiques servent de référence objective et fiable pour discuter de la conformité réglementaire, de l'adéquation des fonds propres et des pratiques de gestion des risques avec les auditeurs, les agences de notation et les superviseurs. Elles peuvent aussi constituer un puissant outil d'évaluation transparente des risques du portefeuille lorsque des tiers s'engagent dans des opérations de transfert de risque ou de cofinancement avec des banques multilatérales de développement ou des institutions de financement du développement, ou dans le cadre de toute autre initiative d'optimisation du bilan.

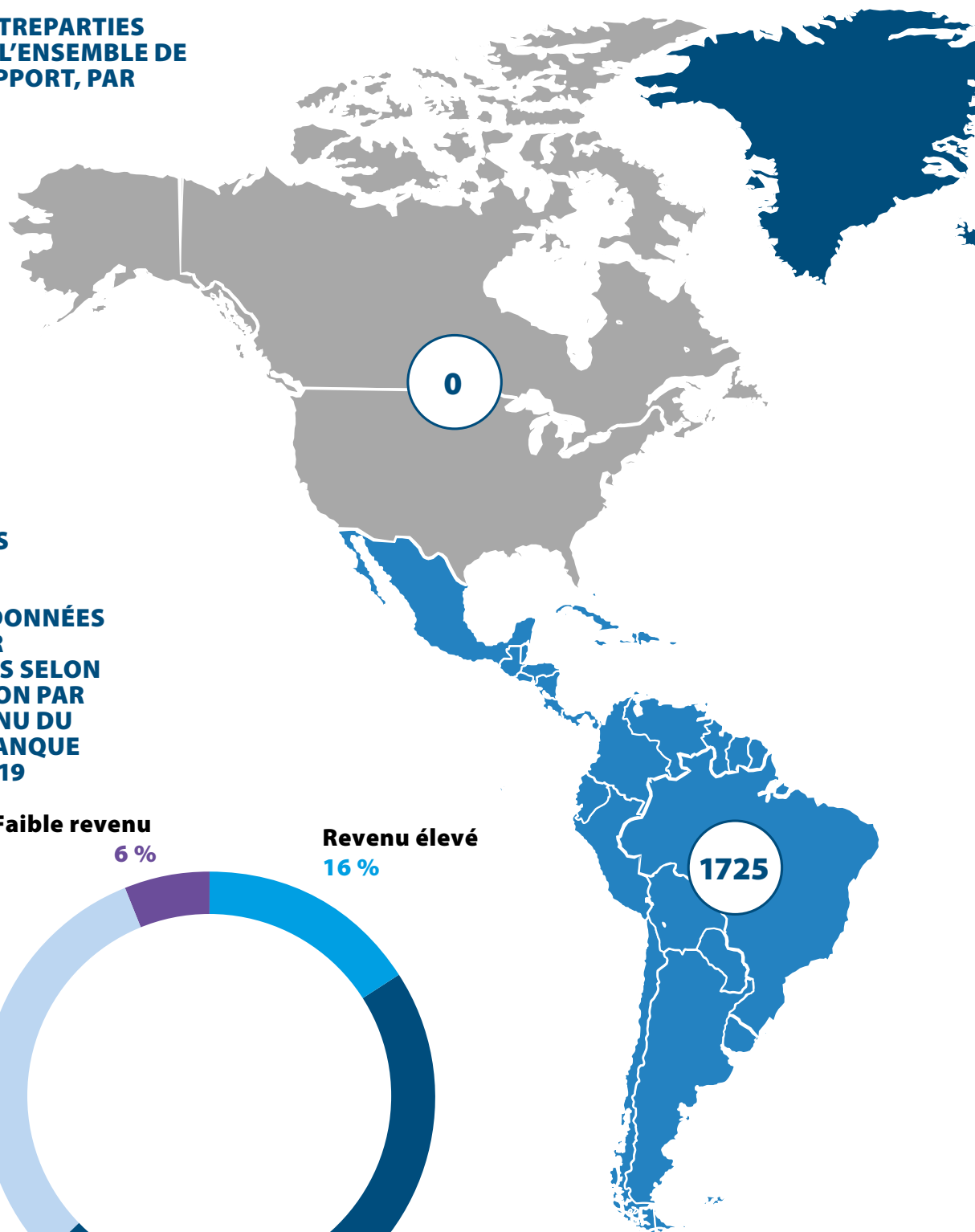
Les 11 membres du consortium qui ont apporté leur contribution au présent rapport soutiennent le développement économique de nombreuses manières. Plus de 90% des contreparties figurant dans les données de ce rapport¹ sont des entités du secteur privé. Le nombre de contreparties infra-étatiques s'élève à 700 entités, soit 8 % de l'ensemble des données du rapport, réparties dans toutes les régions géographiques. Celles-ci sont définies comme étant détenues à au moins 50 % par l'État.

Les observations au niveau de la contrepartie et du contrat recueillies par le consortium GEMs peuvent être agrégées par pays, puis regroupées selon des critères politiques ou économiques. L'ensemble de données sur les prêts au secteur privé et aux emprunteurs infra-étatiques couvre une grande variété de contreparties opérant aussi bien dans les pays membres de l'OCDE et que dans les pays hors OCDE.

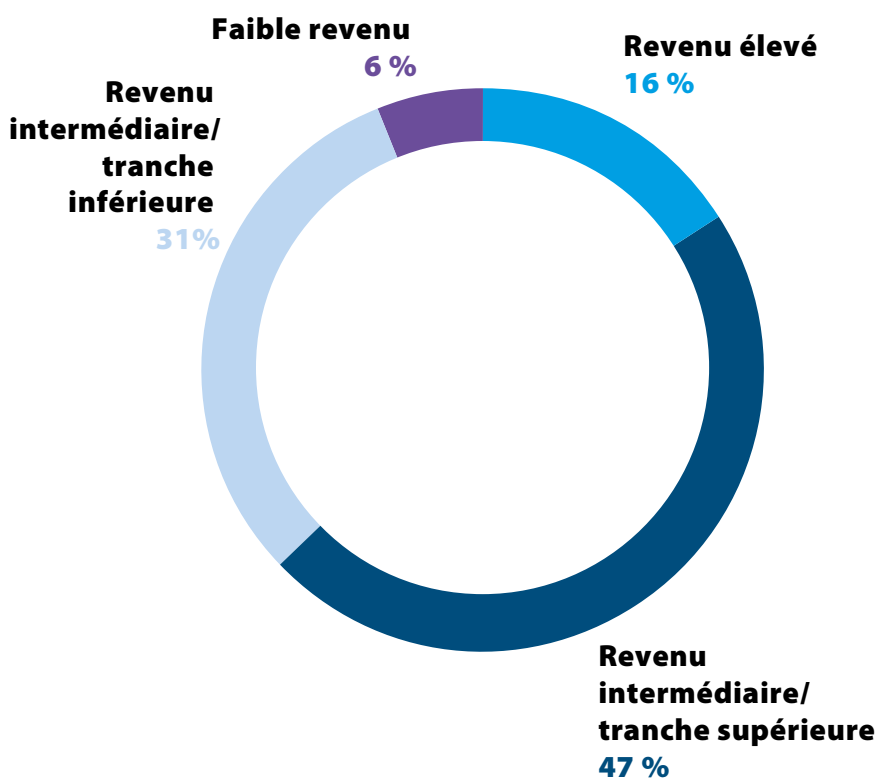
**RÉPARTITION DES
CONTREPARTIES
FIGURANT DANS
L'ENSEMBLE DE DONNÉES
DU RAPPORT SELON
L'APPARTENANCE À
L'OCDE EN 2019**

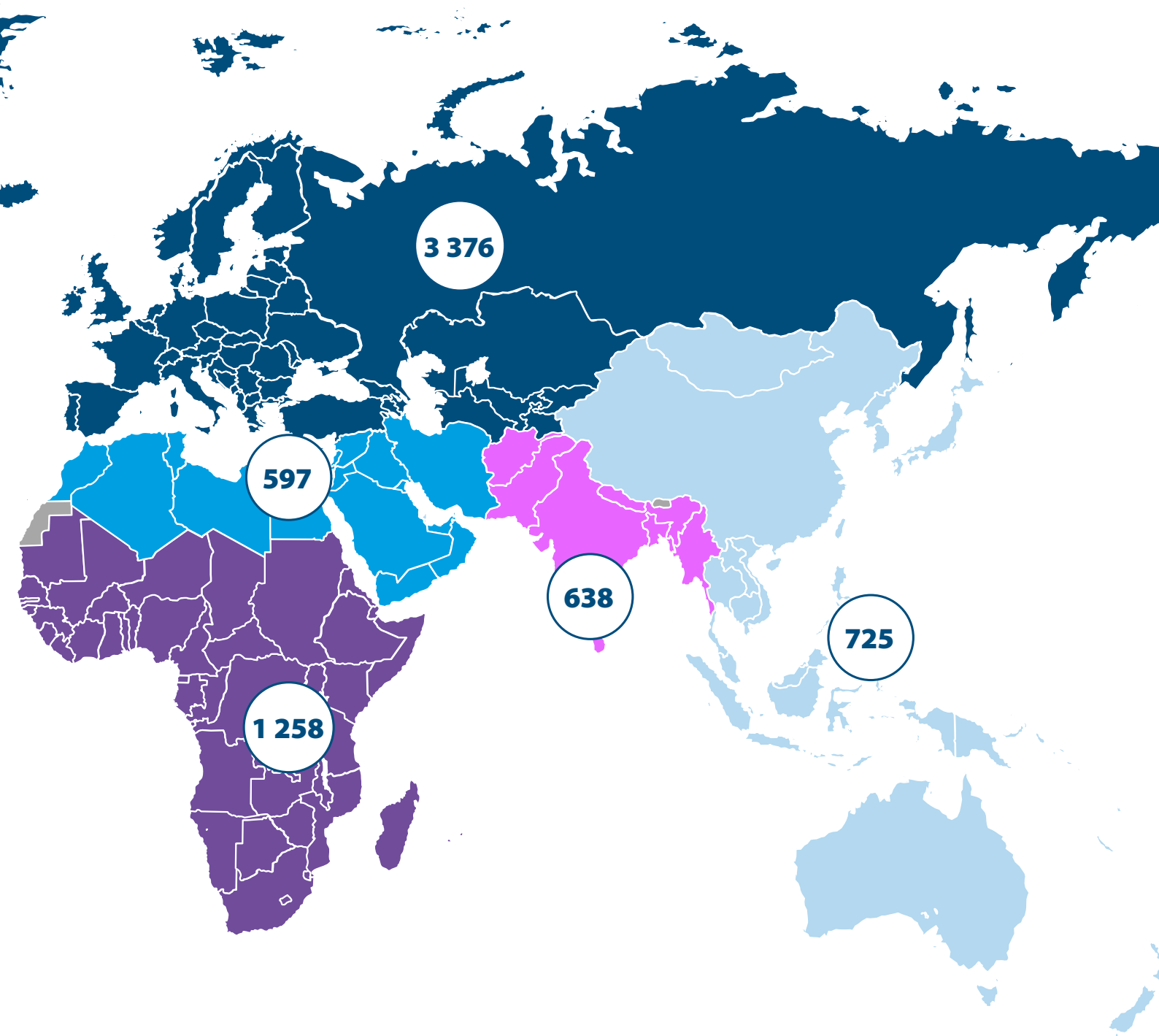


NOMBRE DE CONTREPARTIES FIGURANT DANS L'ENSEMBLE DE DONNÉES DU RAPPORT, PAR RÉGION



RÉPARTITION DES CONTREPARTIES FIGURANT DANS L'ENSEMBLE DE DONNÉES DU RAPPORT PAR GROUPES DE PAYS SELON LA CLASSIFICATION PAR NIVEAU DE REVENU DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EN 2019



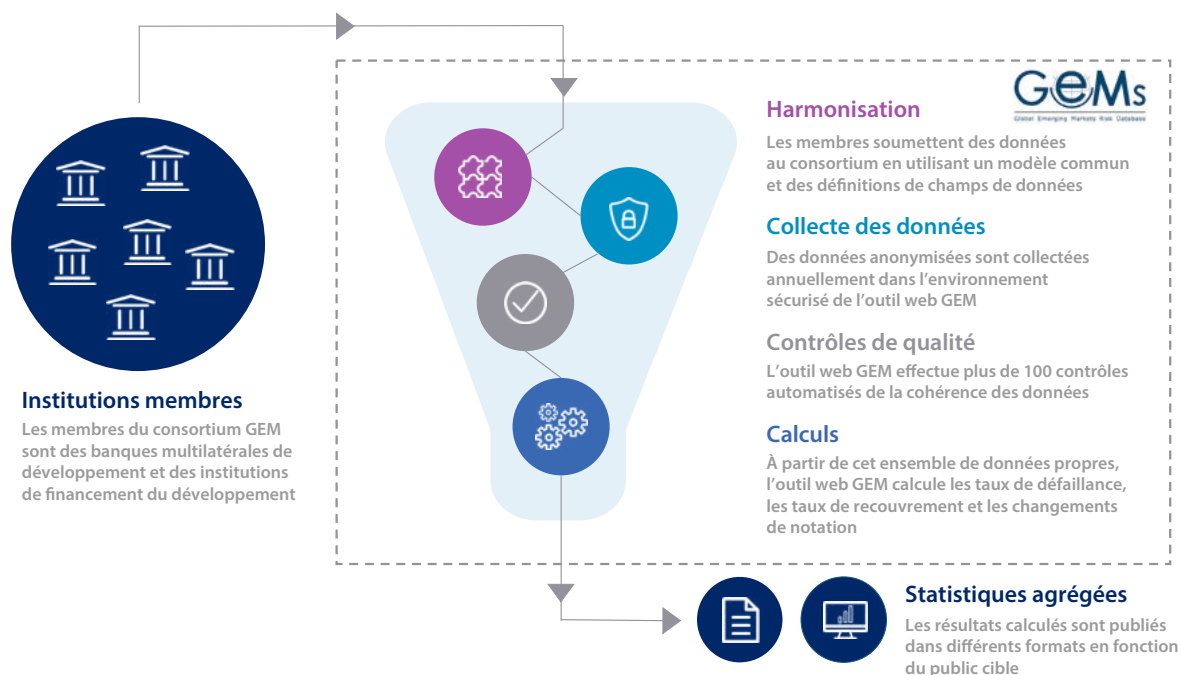


DES DONNÉES AUX STATISTIQUES

Traitement des données et contrôles de qualité

Le consortium GEMs a élaboré conjointement un processus de soumission et une méthodologie de gestion des risques qui visent à garantir la confidentialité des données et leur haut niveau de qualité, tout en permettant la compilation de divers types de statistiques.

PROCESSUS D'AGRÉGATION DES DONNÉES



L'ensemble de données annuel de GEMs comprend une mise à jour de l'historique complet des données, permettant ainsi d'améliorer la qualité des données au fil du temps. Toutes les informations communiquées par les institutions sont anonymisées afin de garantir la confidentialité.

MÉTHODOLOGIE

La base de données sur les risques GEMs collecte des données sur le crédit des produits de dette standard. La structure de la base de données permet d'analyser les défauts de paiement, les statistiques de pertes et d'autres dimensions pertinentes de manière strictement confidentielle. Ces données quantitatives contribuent à soutenir les discussions sur des segments de prêts spécifiques tels que les marchés émergents, les économies en développement et le secteur des infrastructures.

Le rapport sur les données relatives aux prêts au secteur privé et aux emprunteurs infra-étatiques est structuré par niveau de contrepartie et de contrat, incluant le type de contrepartie (privée ou sous-souveraine), la classification sectorielle et le pays. Le présent rapport couvre aussi les contreparties dont les contrats de prêt peuvent bénéficier d'une garantie souveraine, notamment les municipalités et les entreprises publiques. L'ensemble de données qui a servi à l'élaboration du rapport comprend les contrats de dette standard, à l'exclusion des prises de participation et des produits de prêt non standard.

Certains membres du consortium ont exclu de leurs contributions des opérations spéciales dont le risque n'est pas représentatif du portefeuille global ou dont le financement est assuré pour le compte de tiers.

GEMs collecte des données anonymisées aussi bien au niveau de la contrepartie qu'au niveau du contrat. Cela permet de regrouper les données selon diverses classifications géographiques et économiques des groupes de pays. La classification sectorielle suit le système GICS (Global Industry Classification Standard), largement reconnu, afin de faciliter l'analyse comparative entre plusieurs sources de données.

Afin de distinguer les notations des contreparties au dessus et en deçà de la valeur norme d'investissement, les différentes institutions font correspondre leurs notations internes à une échelle de notation commune. Lors de la communication des données relatives aux observations sur les prêts au secteur privé et aux emprunteurs infra-étatiques, les institutions membres ont projeté leurs notations internes sur une échelle de notation propre au consortium GEMs, qui comprend 20 niveaux de performance et un niveau de défaillance.

Selon la méthodologie du consortium GEMs, une défaillance survient quand :

.....

- un paiement a plus de 90 jours de retard ;
- une provision particulière a été constituée pour un prêt ;
- un prêt en cours a donné lieu à une annulation de créance ;
- il a été convenu de procéder à une restructuration de mauvaise créance ;
- un emprunteur a fait faillite ;
- une garantie de prêt a été libérée.

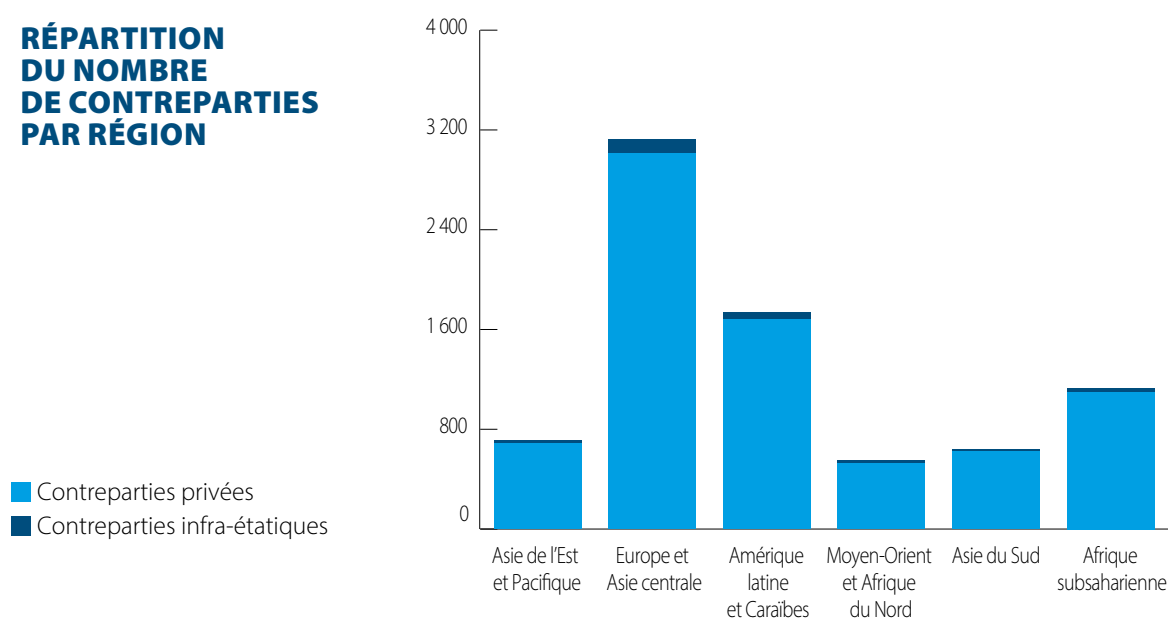
.....

COMPOSITION DE L'ENSEMBLE DE DONNÉES

COMPOSITION DE L'ENSEMBLE DE DONNÉES PAR SOUS-ENSEMBLES RÉGIONAUX SUR LA BASE DU SYSTÈME DE CLASSIFICATION DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

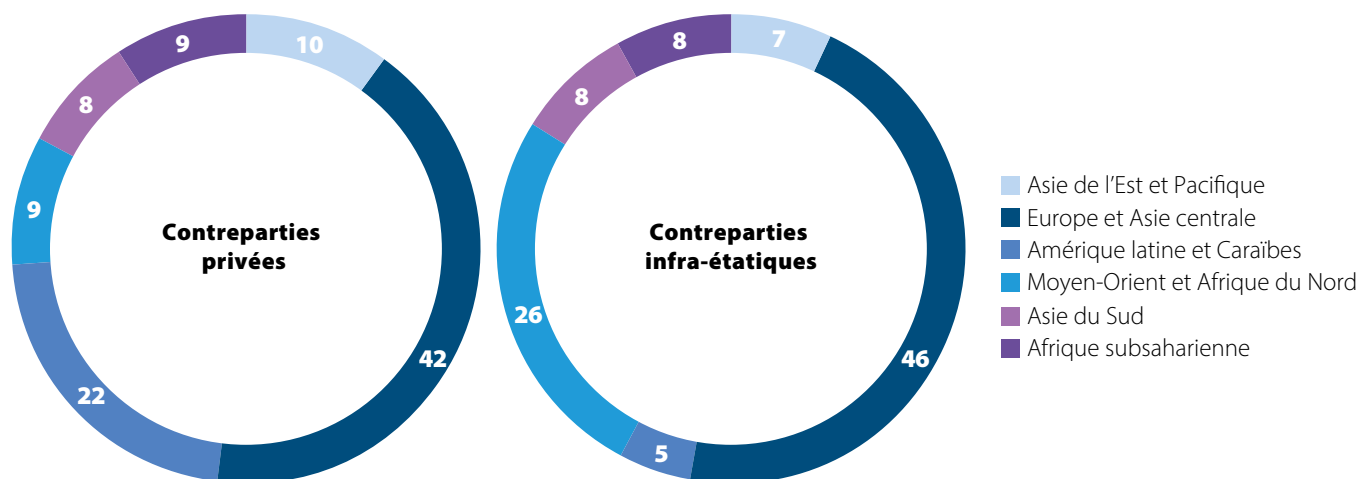
Région géographique	Nbre de contreparties	Encours total en milliards (EUR) ²
Contreparties privées		
Asie de l'Est et Pacifique	683	26,9
Europe et Asie centrale	3 012	113,2
Amérique latine et Caraïbes	1 677	58,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	528	23,7
Asie du Sud	620	21,4
Afrique subsaharienne	1 099	26,3
Total	7 619	270,3
Contreparties infra-étatiques		
Asie de l'Est et Pacifique	42	4,7
Europe et Asie centrale	364	31,2
Amérique latine et Caraïbes	48	3,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	69	18,2
Asie du Sud	18	5,4
Afrique subsaharienne	159	5,4
Total	700	68,4

RÉPARTITION DU NOMBRE DE CONTREPARTIES PAR RÉGION



² Montant signé du prêt à la date de signature, libellé en EUR.

RÉPARTITION DE L'ENCOURS PAR RÉGION EN MILLIARDS (EUR, EN %)



COMPOSITION DE L'ENSEMBLE DE DONNÉES PAR GROUPES DE REVENUS EN FONCTION DU PAYS³

Groupe de pays	Nbre de contreparties	Encours total en milliards (EUR)
Contreparties privées		
EEE ⁴	863	33,2
EEE/OCDE ⁵	1 557	79,4
MEED-A ⁶	6 807	237,6
MEED-B ⁷	5 476	170,1
OCDE	1 232	68,1
Hors OCDE	6 387	202,2
Contreparties infra-étatiques		
EEE	149	8,9
EEE/OCDE	191	21,5
MEED-A	584	59,4
MEED-B	433	42,3
OCDE	121	21,5
Hors OCDE	579	46,9

³ Selon la classification appliquée par Moody's Investors Service et Jobst, Andreas, A., 2018, Credit Risk Dynamics of Infrastructure Investment: Considerations for Financial Regulators, Banque mondiale, Washington DC. © Banque mondiale. <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/29540> Licence : CC BY 3.0 IGO. Voir le glossaire pour une liste détaillée des pays.

⁴ Espace économique européen.

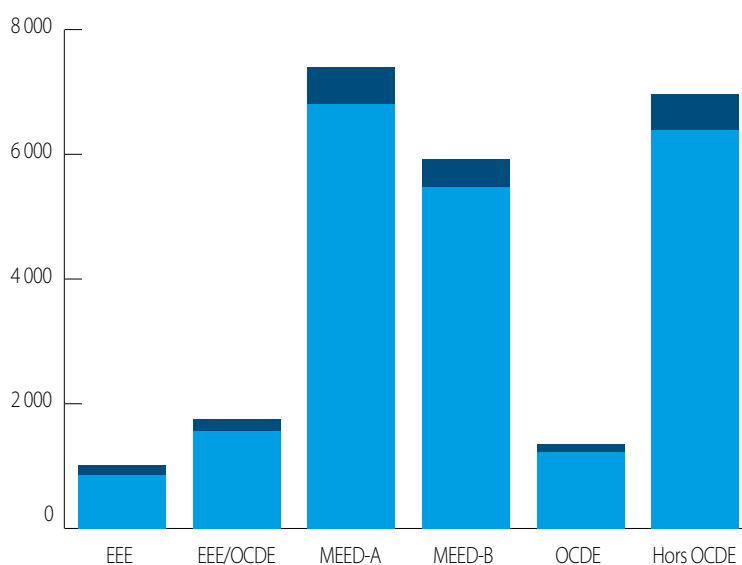
⁵ Espace économique européen ou OCDE.

⁶ Marchés émergents et économies en développement A : hors revenus élevés.

⁷ Marchés émergents et économies en développement B : hors revenus élevés, hors EEE, hors OCDE.

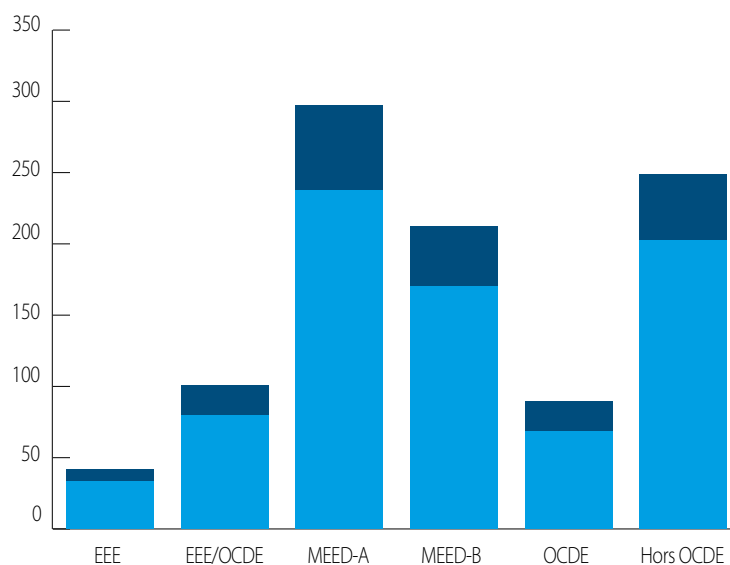
RÉPARTITION DU NOMBRE DE CONTREPARTIES PAR GROUPES DE REVENUS EN FONCTION DU PAYS

■ Contreparties privées
■ Contreparties infra-étatiques



RÉPARTITION DE L'ENCOURS PAR GROUPES DE REVENUS EN FONCTION DU PAYS EN MILLIARDS (EUR)

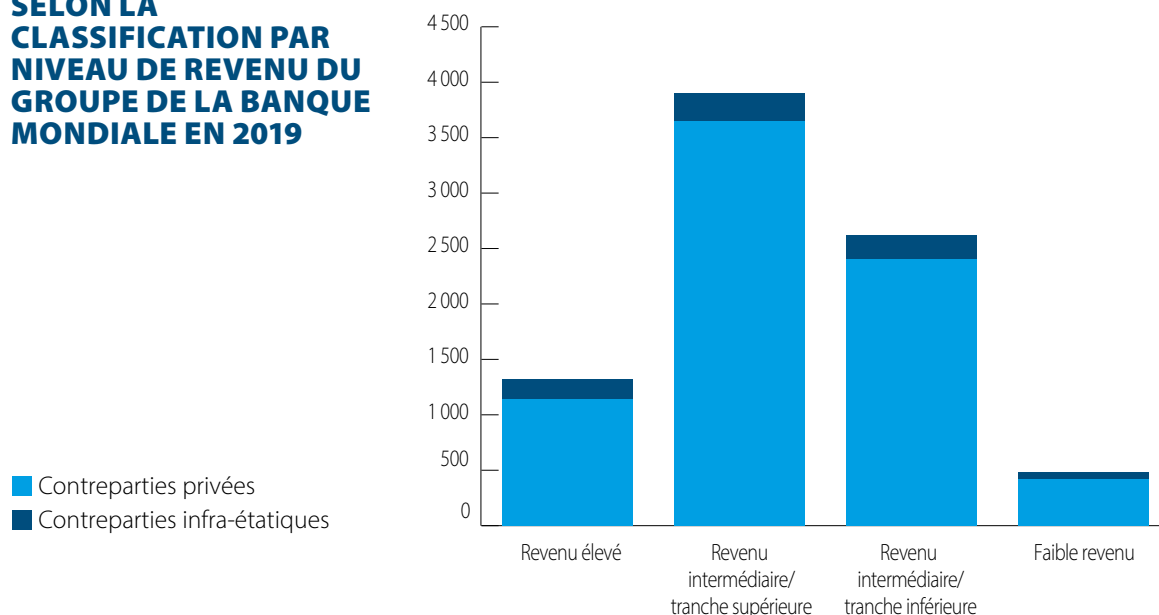
■ Contreparties privées
■ Contreparties infra-étatiques



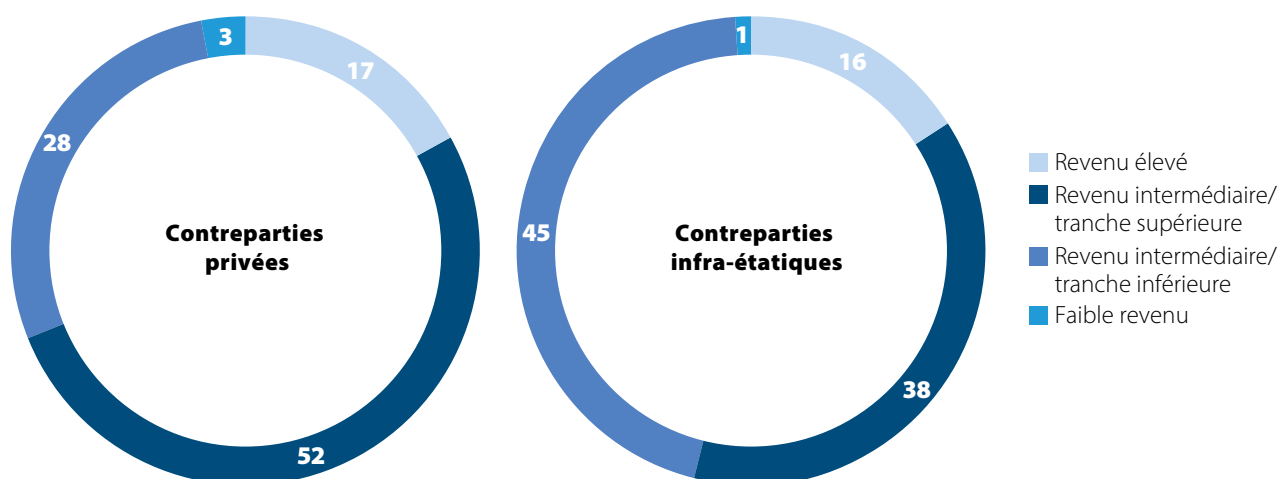
COMPOSITION DE L'ENSEMBLE DE DONNÉES PAR GROUPES DE PAYS SELON LA CLASSIFICATION PAR NIVEAU DE REVENU DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EN 2019

Groupes de pays selon la classification par niveau de revenu	Nbre de contreparties	Encours total en milliards (EUR)
Contreparties privées		
Revenu élevé	1 145	45,5
Revenu intermédiaire/tranche supérieure	3 647	141,8
Revenu intermédiaire/tranche inférieure	2 406	76,1
Faible revenu	421	7,0
Total	7 619	270,3
Contreparties infra-étatiques		
Revenu élevé	178	11,0
Revenu intermédiaire/tranche supérieure	252	26,1
Revenu intermédiaire/tranche inférieure	215	30,6
Faible revenu	55	0,8
Total	700	68,4

COMPOSITION DE L'ENSEMBLE DE DONNÉES PAR GROUPES DE PAYS SELON LA CLASSIFICATION PAR NIVEAU DE REVENU DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EN 2019



ENCOURS PAR GROUPES DE PAYS SELON LA CLASSIFICATION PAR NIVEAU DE REVENU DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EN 2019 EN MILLIARDS (EUR, EN %)

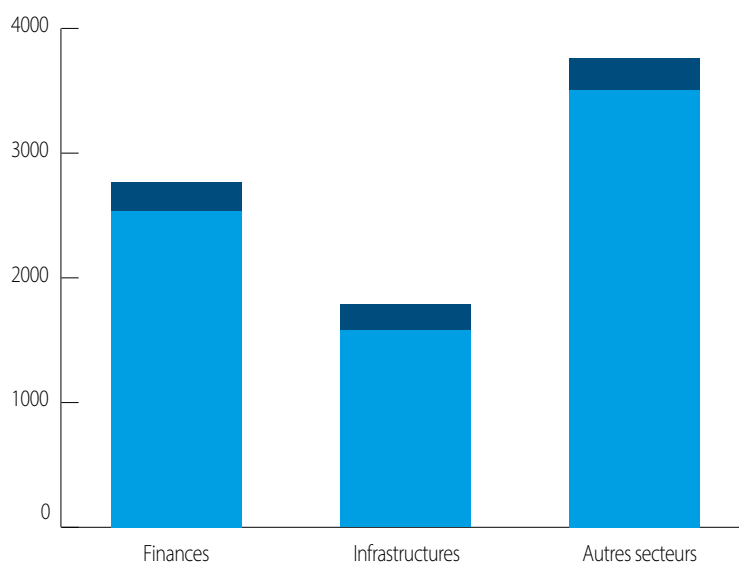


COMPOSITION DE L'ENSEMBLE DE DONNÉES PAR GROUPES SECTORIELS

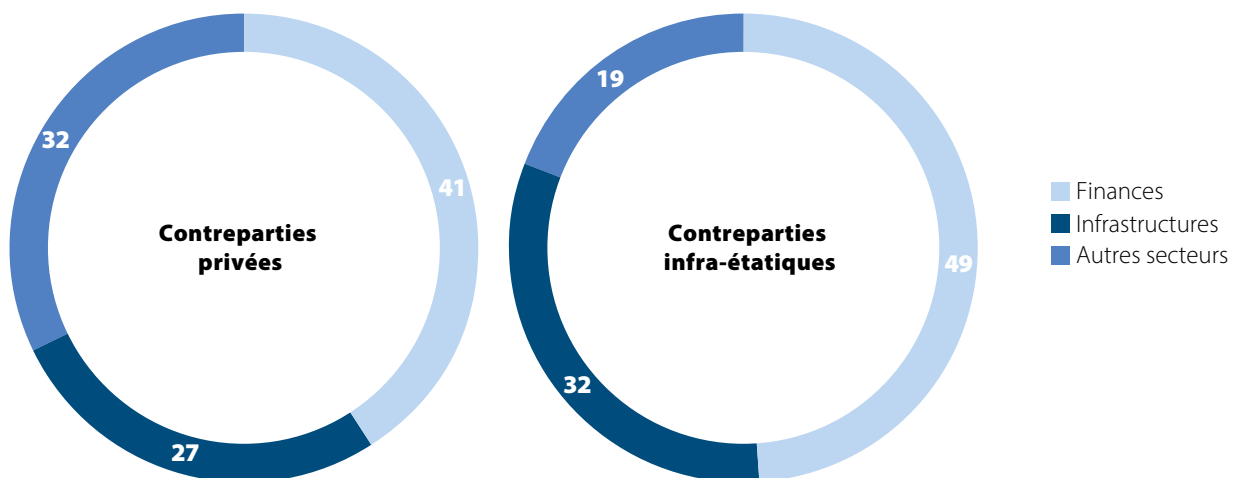
Groupe sectoriel	Nbre de contreparties	Encours total en milliards (EUR)
Contreparties privées		
Finances	2 534	111,3
Infrastructures	1 579	71,9
Autres secteurs	3 506	87,1
Total	7 619	270,3
Contreparties infra-étatiques		
Finances	236	33,5
Infrastructures	211	21,9
Autres secteurs	253	13,0
Total	700	68,4

RÉPARTITION DES CONTREPARTIES PAR SECTEUR

■ Contreparties privées
■ Contreparties infra-étatiques



RÉPARTITION DE L'ENCOURS PAR GROUPES SECTORIELS EN MILLIARDS (EUR, EN %)



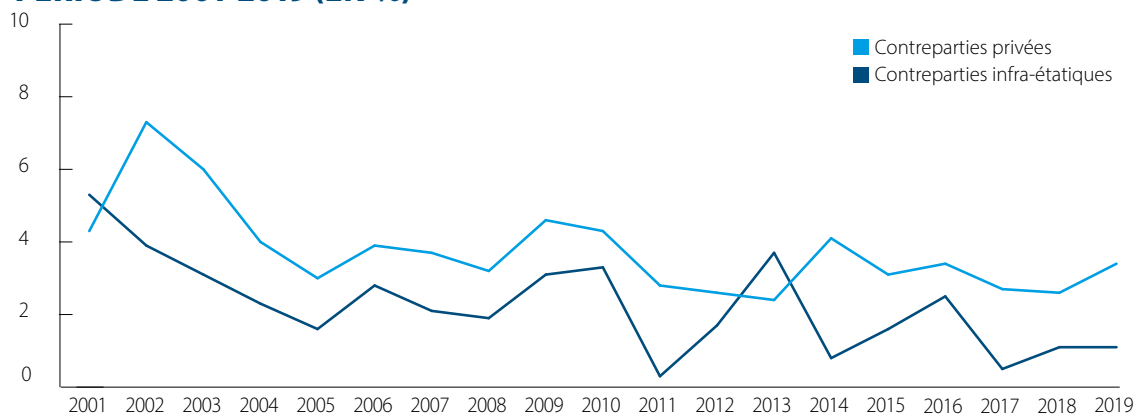
STATISTIQUES DU TAUX DE DÉFAILLANCE

Le calcul du taux de défaillance effectué par le consortium GEMs se fonde sur les contreparties, selon la méthode des études de cohortes⁸ utilisée par les agences de notation. Les statistiques générées à partir des données collectées par les membres du consortium sont présentées à un niveau agrégé afin de maintenir l'intégrité de la base de données et de garantir l'anonymat des données. Seules les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement membres ont accès à des statistiques plus désagrégées pour leurs besoins internes. C'est la première fois que les statistiques agrégées présentées dans ce rapport sont rendues publiques.

TAUX DE DÉFAILLANCE ANNUEL PAR TYPE DE CONTREPARTIE POUR LA PÉRIODE 2001-2019

Année	Contreparties privées	Contreparties infra-étatiques
2001	4,3 %	5,3 %
2002	7,3 %	3,9 %
2003	6,0 %	3,1 %
2004	4,0 %	2,3 %
2005	3,0 %	1,6 %
2006	3,9 %	2,8 %
2007	3,7 %	2,1 %
2008	3,2 %	1,9 %
2009	4,6 %	3,1 %
2010	4,3 %	3,3 %
2011	2,8 %	0,3 %
2012	2,6 %	1,7 %
2013	2,4 %	3,7 %
2014	4,1 %	0,8 %
2015	3,1 %	1,6 %
2016	3,4 %	2,5 %
2017	2,7 %	0,5 %
2018	2,6 %	1,1 %
2019	3,4 %	1,1 %
Moyenne ⁹	3,7 %	2,3 %

TAUX DE DÉFAILLANCE ANNUEL PAR TYPE DE CONTREPARTIE POUR LA PÉRIODE 2001-2019 (EN %)



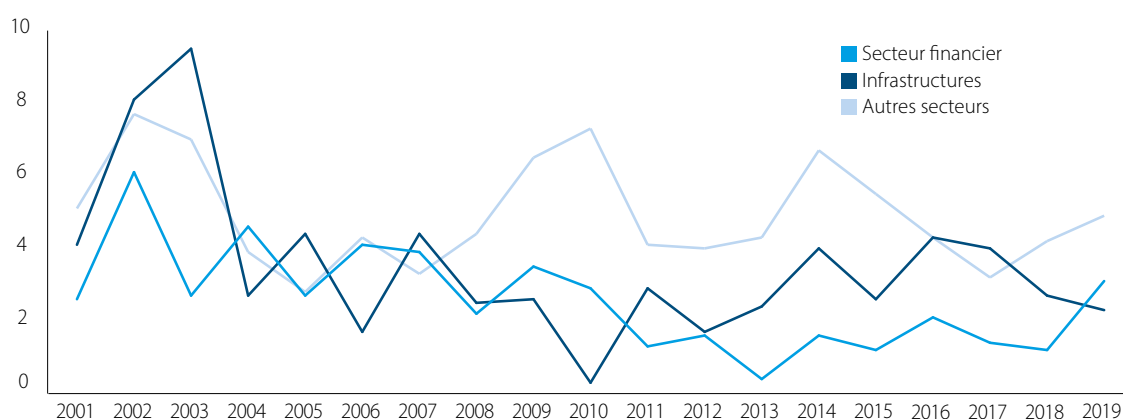
⁸ Voir le glossaire pour une définition détaillée de l'étude de cohortes.

⁹ Moyenne des taux de défaillance annuels.

TAUX DE DÉFAILLANCE ANNUEL PAR SECTEUR POUR LES CONTREPARTIES PRIVÉES POUR LA PÉRIODE 2001-2019

Année	Secteur financier ¹⁰	Infrastructures ¹¹	Autres secteurs
2001	2,6 %	4,1 %	5,1 %
2002	6,1 %	8,1 %	7,7 %
2003	2,7 %	9,5 %	7,0 %
2004	4,6 %	2,7 %	3,9 %
2005	2,7 %	4,4 %	2,8 %
2006	4,1 %	1,7 %	4,3 %
2007	3,9 %	4,4 %	3,3 %
2008	2,2 %	2,5 %	4,4 %
2009	3,5 %	2,6 %	6,5 %
2010	2,9 %	0,3 %	7,3 %
2011	1,3 %	2,9 %	4,1 %
2012	1,6 %	1,7 %	4,0 %
2013	0,4 %	2,4 %	4,3 %
2014	1,6 %	4,0 %	6,7 %
2015	1,2 %	2,6 %	5,5 %
2016	2,1 %	4,3 %	4,3 %
2017	1,4 %	4,0 %	3,2 %
2018	1,2 %	2,7 %	4,2 %
2019	3,1 %	2,3 %	4,9 %
Moyenne¹²	2,6 %	3,5 %	4,9 %

TAUX DE DÉFAILLANCE ANNUEL PAR SECTEUR POUR LES CONTREPARTIES PRIVÉES POUR LA PÉRIODE 2001-2019 (EN %)



¹⁰ La catégorie « Secteur financier » comprend les sous-secteurs pertinents selon la classification GICS (Global Industry Classification Standard). Voir le glossaire pour une définition détaillée.

¹¹ L'ensemble de données sur les infrastructures utilisé par le consortium GEMs est défini comme une série de codes de sous-secteurs GICS. Voir le glossaire pour une définition détaillée du secteur des infrastructures.

¹² Moyenne des taux de défaillance annuels.

DONNÉES SUR LES INFRASTRUCTURES UTILISÉES PAR LE CONSORTIUM GEMs

Dans la plupart des marchés émergents, les fonds publics constituent la principale source de financement des infrastructures, les fonds privés ne couvrant que 15 à 25 % de l'investissement total. Les budgets publics serrés, le fardeau croissant de la dette et la marge de manœuvre limitée en matière d'expansion budgétaire font ressortir la nécessité urgente – et représentent l'occasion – d'augmenter sensiblement la part du secteur privé dans le financement global.

Les marchés émergents auront besoin d'un accroissement significatif des investissements dans leurs infrastructures pour faciliter la croissance économique, répondre aux pressions de la démographie et de l'urbanisation et atteindre les objectifs de développement durable. Les investissements dans les infrastructures des marchés émergents représentent actuellement environ 1 000 milliards de dollars par an, ce qui laisse un besoin non satisfait estimé entre 2 000 et 4 000 milliards de dollars par an¹³. Plus de la moitié des investissements requis concerneront le secteur de l'électricité, notamment la production, la puissance, les réseaux de transport et de distribution. Les autres secteurs importants sont les transports (routes, ports et aéroports) et les télécommunications.

Les institutions chargées des politiques publiques comme les banques multilatérales de développement et les institutions de financement du développement sont de plus en plus souvent appelées à sortir de leur rôle classique de bailleurs de fonds pour se concentrer davantage sur la mobilisation des flux de financement privé des infrastructures par des tiers, notamment les investisseurs institutionnels à long terme. Le programme d'action d'Addis-Abeba de juillet 2015 et le rapport d'octobre 2018 du Groupe de personnalités éminentes du G20 sur la gouvernance financière mondiale ont souligné l'importance cruciale de ces questions pour les infrastructures des marchés émergents.

Les investisseurs privés et publics ont besoin d'informations fiables et accessibles pour prendre des décisions mieux informées en matière d'allocation des capitaux sur les marchés émergents. La perception des risques est le plus souvent erronée, à cause du manque d'indicateurs objectivement vérifiables pour les projets d'infrastructure destinés aux marchés émergents, laissant la place à des preuves anecdotiques non vérifiées sur des projets qui traînent en longueur, entachées par des dépassements de coûts et en butte à l'instabilité politique. Ces statistiques sont essentielles pour l'étalonnage des performances et les décisions d'allocation d'actifs, et donc pour les interactions avec les investisseurs institutionnels.

La nécessité de combler ce manque de données a été soulignée dans la feuille de route du G20 sur les infrastructures considérées comme une catégorie d'actifs, qui indique que « la disponibilité de données claires et actualisées permet aux investisseurs d'évaluer les principales caractéristiques des projets d'infrastructure, en particulier leur profil risque-rendement attendu ». Les données ont le potentiel de libérer beaucoup de valeur pour les investisseurs et les marchés financiers, en leur permettant d'optimiser les stratégies de portefeuille. Elles peuvent aussi alimenter utilement le débat politique et, le cas échéant, contribuer à façonner le traitement réglementaire des investissements, tout en apportant une contribution précieuse aux travaux d'autres parties prenantes comme les agences de notation, les centres de recherche universitaires et les groupes de réflexion.

¹³ Voir Inderst, Georg et Stewart, Fiona, *Institutional Investment in Infrastructure in Emerging Markets and Developing Economies*, Public-Private Infrastructure Advisory Facility (PPIAF), Groupe de la Banque mondiale, 2014.

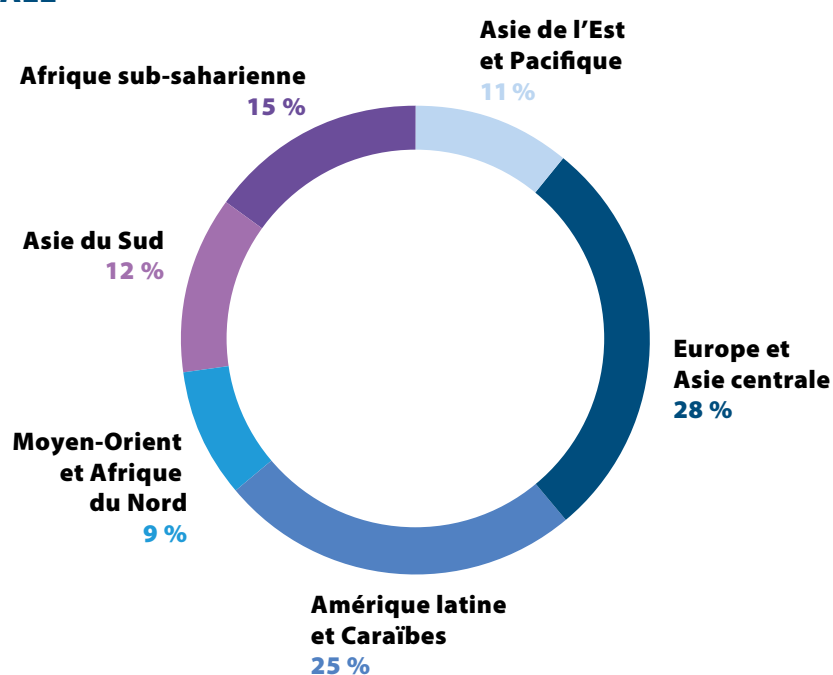
Aperçu des données sur les infrastructures utilisées par le consortium GEMs

Les données sur les infrastructures utilisées par le consortium GEMs sont définies comme une série de codes de sous-secteurs GICS¹⁴. Les chiffres présentés ci-dessous combinent les observations concernant les contreparties tant privées qu'infra-étatiques.

RÉPARTITION DES DONNÉES SUR LES INFRASTRUCTURES PAR RÉGION POUR LA PÉRIODE 2001-2019

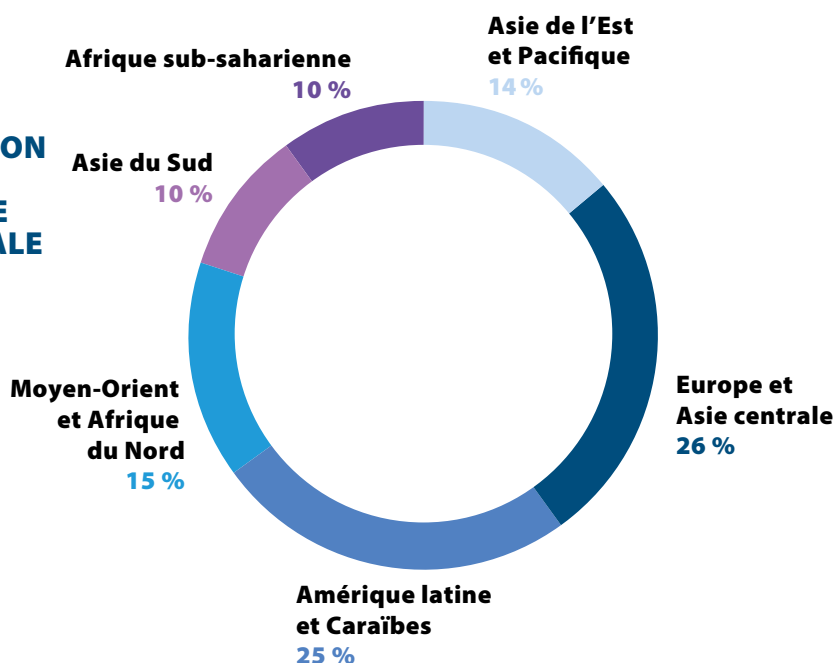
Région géographique	Nbre de contreparties	Encours total en milliards (EUR)
Asie de l'Est et Pacifique	187	12,8
Europe et Asie centrale	504	24,0
Amérique latine et Caraïbes	446	23,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	164	14,4
Asie du Sud	214	9,6
Afrique subsaharienne	275	9,3
Total	1 790	93,8

RÉPARTITION DES CONTREPARTIES DANS LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES SELON LA CLASSIFICATION RÉGIONALE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



¹⁴ Voir le glossaire pour une définition détaillée du secteur des infrastructures.

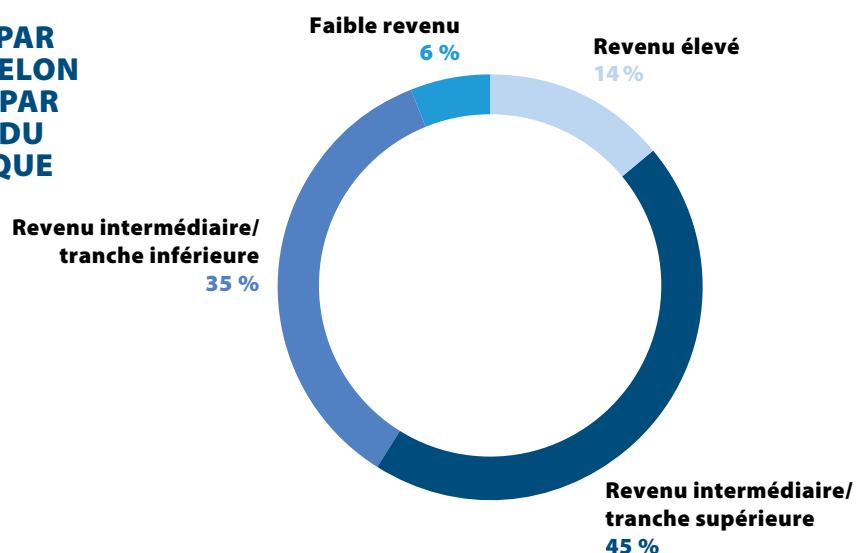
RÉPARTITION DE L'ENCOURS DANS LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES SELON LA CLASSIFICATION RÉGIONALE DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE



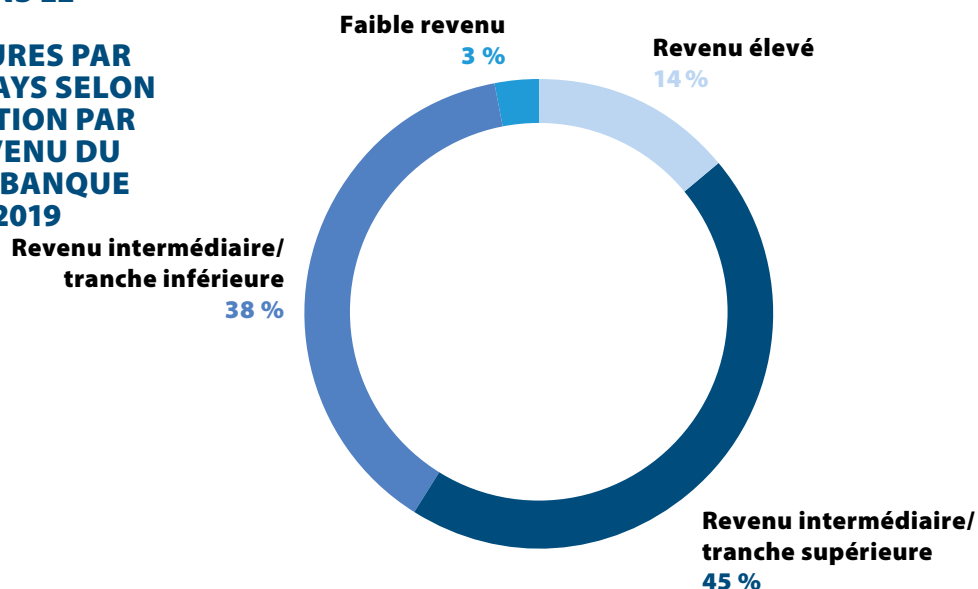
RÉPARTITION DES DONNÉES SUR LES INFRASTRUCTURES PAR GROUPES DE PAYS SELON LA CLASSIFICATION PAR NIVEAU DE REVENU DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EN 2019

Groupes de pays selon la classification par niveau de revenu	Nbre de contreparties	Encours total en milliards (EUR)
Revenu élevé	258	13,7
Revenu intermédiaire/tranche supérieure	800	42,1
Revenu intermédiaire/tranche inférieure	623	35,5
Faible revenu	109	2,5
Total	1 790	93,8

RÉPARTITION DES CONTREPARTIES DANS LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES PAR GROUPES DE PAYS SELON LA CLASSIFICATION PAR NIVEAU DE REVENU DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EN 2019



RÉPARTITION DE L'ENCOURS DANS LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES PAR GROUPES DE PAYS SELON LA CLASSIFICATION PAR NIVEAU DE REVENU DU GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE EN 2019

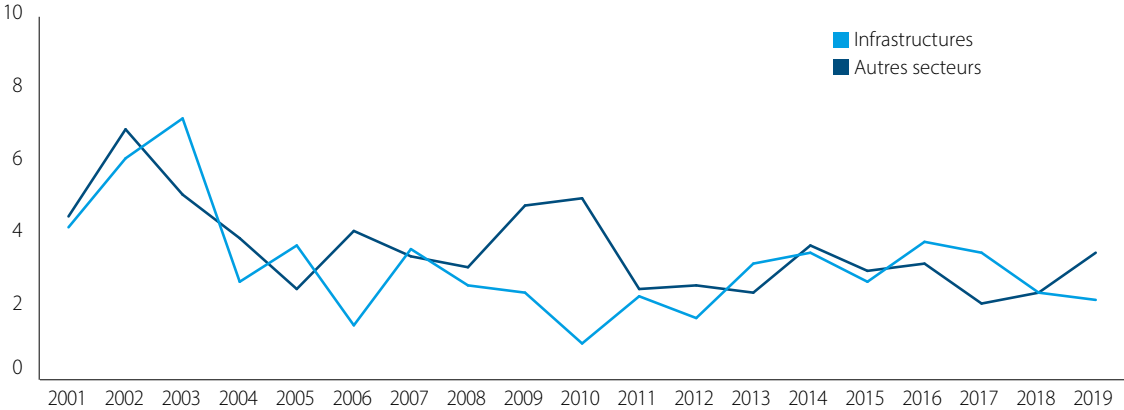


TAUX DE DÉFAILLANCE ANNUEL POUR LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES ET LES AUTRES SECTEURS

Année	Infrastructures	Autres secteurs
2001	4,2 %	4,5 %
2002	6,1 %	6,9 %
2003	7,2 %	5,1 %
2004	2,7 %	3,9 %
2005	3,7 %	2,5 %
2006	1,5 %	4,1 %
2007	3,6 %	3,4 %
2008	2,6 %	3,1 %
2009	2,4 %	4,8 %
2010	1,0 %	5,0 %
2011	2,3 %	2,5 %
2012	1,7 %	2,6 %
2013	3,2 %	2,4 %
2014	3,5 %	3,7 %
2015	2,7 %	3,0 %
2016	3,8 %	3,2 %
2017	3,5 %	2,1 %
2018	2,4 %	2,4 %
2019	2,2 %	3,5 %
Moyenne ¹⁵	3,2 %	3,6 %

¹⁵ Moyenne des taux de défaillance annuels.

TAUX DE DÉFAILLANCE ANNUEL POUR LE SECTEUR DES INFRASTRUCTURES ET LES AUTRES SECTEURS POUR LA PÉRIODE 2001-2019 (EN %)



GLOSSAIRE

Terme	Définition
Afrique subsaharienne	Groupe régional défini par le Groupe de la Banque mondiale en 2019 : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun, Comores, Congo (Rép.), Congo (Rép. dém.), Côte d'Ivoire, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, Rwanda, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe.
Amérique latine et Caraïbes	Groupe régional défini par le Groupe de la Banque mondiale en 2019 : Antigua-et-Barbuda, Argentine, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Curaçao, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Caïmans, Îles Turks-et-Caïcos, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Porto Rico, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Martin (partie française), Saint-Vincent et les Grenadines, Sint Maarten (partie néerlandaise), Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela (RB).
Asie de l'Est et Pacifique	Groupe régional défini par le Groupe de la Banque mondiale en 2019 : Australie, Brunei Darussalam, Cambodge, Chine, Corée (Rép.), Corée (Rép. pop. dém.), Fidji, Guam, Hong Kong (RAS, Chine), Îles Mariannes du Nord, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Kiribati, Lao (RDP), Macao (RAS, Chine), Malaisie, Micronésie (États fédérés), Mongolie, Myanmar, Nauru, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Polynésie française, Samoa, Samoa américaines, Singapour, Taiwan (Chine), Thaïlande, Timor-Oriental, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viêt Nam.
Asie du Sud	Groupe régional défini par le Groupe de la Banque mondiale en 2019 : Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka.
Autres secteurs	Comprend tous les codes de sous-secteur GICS, à l'exception des sous-secteurs énumérés dans les secteurs « Infrastructures » et « Finances » ci-dessus.

Catégorie de contrepartie	La base de données GEMs recueille des informations sur trois types de contreparties : privées, infra-étatiques et souveraines. Cette publication présente des statistiques concernant les contreparties privées et infra-étatiques. Ces dernières sont définies comme étant détenues à au moins 50 % par l'État.
Défaillance	<p>Une défaillance sur une opération de prêt au secteur privé ou à un emprunteur infra-étatique peut survenir de l'une des six manières suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un paiement n'est pas effectué dans les 90 jours à compter de son échéance ; • une provision particulière a été constituée pour un prêt ; • un prêt en cours a donné lieu à une annulation de créance ; • il a été convenu de procéder à une restructuration de mauvaise créance ; • un emprunteur a fait faillite ; • une garantie de prêt a été réalisée.
EEE	L'Espace économique européen. L'EEE comprend les 27 pays membres de l'Union européenne ainsi que la Norvège, l'Islande et le Liechtenstein.
Encours	Le montant signé du prêt à la date de signature, libellé en EUR.
Étude de cohortes	<p>Une cohorte se compose de toutes les contreparties ayant la même notation à une date de formation donnée qui, pour le consortium GEMs, est toujours le 31 décembre en fin de journée. Chaque année, une nouvelle cohorte est formée. Le statut de défaillance ou de survie des différentes contreparties dans chaque cohorte fait ensuite l'objet d'un suivi sur un horizon temporel, qui est divisé en années $i = (1, \dots, T)$. Au cours de chaque année i, une fraction des contreparties peut être défaillante et on peut donc calculer les taux de défaillance marginaux par année.</p>
Europe et Asie centrale	Groupe régional défini par le Groupe de la Banque mondiale en 2019 : Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Gibraltar, Grèce, Groenland, Hongrie, Île de Man, Îles Anglo-Normandes, Îles Féroé, Irlande, Islande, Italie, Kazakhstan, Kosovo, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Ouzbékistan, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Saint-Marin, Serbie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Turkménistan, Turquie, Ukraine.
GICS	La classification GICS (Global Industry Classification Standard) est une taxonomie industrielle conçue par MSCI et Standard & Poor's (S&P). Sa structure comprend 11 secteurs, 24 groupes d'industries, 69 industries et 158 sous-industries.

MEED-A

Marchés émergents et économies en développement A : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belize, Bénin, Bhoutan, Biélorussie, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Cisjordanie et Gaza, Colombie, Comores, Congo (Rép.), Congo (Rép. dém.), Corée (Rép. pop. dém.), Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte (République arabe), El Salvador, Équateur, Érythrée, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (Rép. islamique), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Kosovo, Lao (RDP), Lesotho, Lettonie, Liberia, Libye, Liban, Lituanie, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, République arabe syrienne, République centrafricaine, République dominicaine, République kirghize, République slovaque, République tchèque, Roumanie, Russie, Rwanda, Samoa, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Timor-Oriental, Togo, Tonga, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (RB), Viêt Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

MEED-B

Marchés émergents et économies en développement B : Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bangladesh, Belize, Bénin, Bhoutan, Biélorussie, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chine, Cisjordanie et Gaza, Colombie, Comores, Congo (Rép.), Congo (Rép. dém.), Corée (Rép. pop. dém.), Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte (République arabe), El Salvador, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fidji, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (Rép. islamique), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Kosovo, Lao (RDP), Lesotho, Liban, Liberia, Libye, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Moldavie, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigeria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, République arabe syrienne, République centrafricaine, République dominicaine, République kirghize, République slovaque, Russie, Rwanda, Samoa, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, São Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Timor-Oriental, Togo, Tonga, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Tuvalu, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (RB), Viêt Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

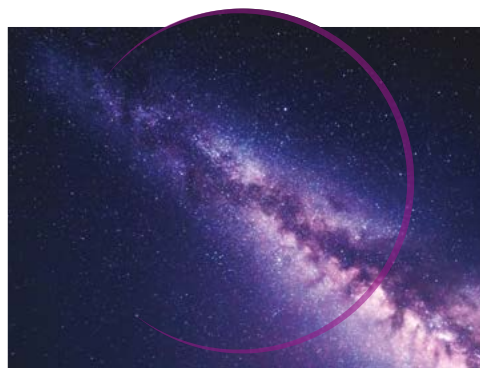
**Moyen-Orient et
Afrique du Nord**

Groupe régional défini par le Groupe de la Banque mondiale en 2019 : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et Gaza, Djibouti, Égypte (Rép. arabe), Émirats arabes unis, Iran (Rép. islamique), Iraq, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Tunisie, Yémen.

OCDE	L'OCDE désigne l'Organisation de coopération et de développement économiques et compte 36 pays membres. Elle a été fondée en 1961 pour stimuler le progrès économique et le commerce mondial.
Pays	Nom d'un État-nation ou d'un groupement régional de nations où la société holding de la contrepartie est située.
Secteur des infrastructures	Dans le contexte de la présente publication, les données sur les infrastructures utilisées par le consortium GEMs sont définies comme l'ensemble suivant de codes de sous-secteur GICS : 10102040 (stockage et transport de pétrole et de gaz), 20201050 (services d'environnement et liés aux locaux), 20301010 (fret aérien et logistique), 20302010 (compagnies aériennes), 20303010 (transport maritime), 20304010 (transport ferroviaire), 20304020 (transport routier), 20305010 (services aéroportuaires), 20305020 (autoroutes et voies ferrées), 20305030 (ports et services maritimes), 35102020 (infrastructures médicales), 50101010 (gérants de télécommunication spécialisés), 50101020 (services de télécommunication intégrés), 50102010 (services de télécommunication mobile), 55101010 (électricité), 55102010 (gaz), 55103010 (services aux collectivités), 55104010 (eau), 55105010 (producteurs d'énergie indépendants et commerce d'énergie), 55105020 (électricité renouvelable), 40402045 (SII dans les soins de santé).
Secteur financier	La définition du secteur financier comprend les codes de sous-secteur suivants selon la classification GICS (Global Industry Classification Standard) : 40101010 (banques diversifiées), 40101015 (banques régionales), 40102010 (épargne et prêts hypothécaires), 40201020 (autres services financiers diversifiés), 40201030 (holdings multisectoriels), 40201040 (institutions financières spécialisées), 40202010 (crédit à la consommation), 40203010 (banques de dépôt et de gestion des biens), 40203020 (services bancaires d'investissement et courtage), 40203030 (marchés de capitaux diversifiés), 40301010 (courtiers en assurances), 40301020 (assurances vie et assurances maladie), 40301030 (assurances multirisques), 40301040 (assurances de biens et assurances de risques divers), 40301050 (réassurance).
Taux de défaillance	Le taux de défaillance est calculé selon l'approche dynamique des études de cohortes utilisée par les agences de notation.

Banques multilatérales de développement et institutions
de financement du développement

STATISTIQUES DES DÉFAILLANCES DE CRÉDIT



PRÊTS AU SECTEUR PRIVÉ ET AUX EMPRUNTEURS INFRA-ÉTATIQUES 2001-2019



Global Emerging Markets Risk Database

Banque européenne d'investissement

98-100, boulevard Konrad Adenauer

L-2950 Luxembourg

+352 4379-1

www.eib.org – info@eib.org

 twitter.com/EIB

 facebook.com/EuropeanInvestmentBank

 youtube.com/EIBtheEUBank